

SUNDEP INFOS

La Brève du syndicat Solidaires de l'Enseignement Privé



Sud Enseignement privé

Le printemps de tous les possibles ? Comme celui de cet inédit rapprochement entre les catholiques de France et la présidence à l'occasion d'un discours détonnant d'E. Macron, dans la nef du collège des Bernardins, devant les évêques de France, en conférence ? Sans précédant ce désir présidentiel de « réparer un lien abîmé » entre l'Eglise catholique et l'Etat. Inquiétant discours pour nombre de familles monoparentales et homosexuelles associées, par le président Macron au regard de l'Eglise ! La quête de spiritualité de M. Macron doit lui rester personnelle, il ne doit pas se permettre d'en faire une affaire d'Etat. Le printemps de tous les possibles ? Il faut l'espérer, à l'écoute des nouvelles des luttes en provenance de nombreux amphes d'universités partout en France... de quoi faire dérailler le gouvernement ?

Résister ou être balayé ? Le 19 avril agissons pour un service public digne de ce nom !

Hier :

Fin du code du travail protecteur, l'Etat d'urgence dans le droit commun, les salaires bloqués, l'accès aux soins de plus en plus difficile, suppression ISF et continuité du CICE....

Aujourd'hui :

La généralisation de la sélection, un plan social pour la fonction publique (moins 120 000 emplois), le gel du point d'indice, le rétablissement du jour de carence....

Et demain :

Nos retraites attaquées, le recrutement généralisé de précaires à la manière des « CDisé-es »...et puis quoi encore ?

Nous sommes les citoyennes et les citoyens qui pouvons dire NON. Résistons et manifestons toutes et tous dans la rue le 19 avril prochain.

Le SUNDEP Solidaires ne lâchera rien !

Réformes tous azimuts dans l'Education Nationale : quel avenir pour les jeunes ?

Les réformes sont avant tout une affaire de rythme ? c'est ce que tend à prouver celles qui ont lieu dans l'Education Nationale sous l'ère Macron. Le gouvernement est train de bouleverser à la vitesse d'un TGV l'articulation entre enseignement secondaire et supérieur.

Mis en place en un temps record, la plate-forme Parcoursup instaure délibérément la sélection à l'entrée de nos universités et livre les jeunes lycéen-nes à un véritable marché de l'anxiété, à la société du « tout individuel ».

Les lycéen-nes devront, dès la mise en place définitive de ces réformes, s'orienter de plus en plus tôt dans leur cursus (Education au choix de l'orientation à raison de 54h/an), à partir donc de la classe de seconde !

Le gouvernement a utilisé le prétexte du refus du tirage au sort pour imposer la loi ORE (pour l'Orientation et la Réussite des Etudiant-es) pour faire passer une réforme injuste. Cette loi réalise bel et bien une des promesses formulées par Emmanuel Macron : « Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire que l'Université est la solution pour tout le Monde ».

Au SUNDEP-Solidaires, nous refusons ce tri social et demandons la disparition de Parcoursup !

En voulant soi-disant

déconstruire tous les archétypes véhiculés par notre système scolaire, ne sommes-nous pas, au contraire, en train de les renforcer ?! « la culture de la précocité » comme la nommait Bourdieu, avec l'instauration de ces trajectoires linéaires, de ces voix royales

toutes empruntées par nos dirigeants actuels qui n'ont jamais fréquenté les bancs de la fac !

Scolarisation obligatoire à 3 ans : enjeu d'égalité ou contrôle social ?

Des « Assises de l'école maternelle » se sont tenues les 27 et 28 mars derniers. Le président de la République a profité de cette occasion pour annoncer l'abaissement de l'âge obligatoire de scolarisation, fixé désormais à trois ans, au lieu de six jusque-là. Cette disposition vise-t-elle plus d'égalité, ou un contrôle social accru des familles habitant les quartiers populaires ?

Selon notre ministre, son but est de faire de la maternelle, l'école de la bienveillance, de l'épanouissement et du Langage. Or les propos de l'organisateur de ces assises Boris Cyrulnik a un petit parfum de Xavier Darcos, premier ministre de l'éducation de l'ère Sarkozy qui trouvait en son temps que les enseignants-es à bac plus cinq étaient trop qualifiés-es pour changer les couches.

Le ministre se sert de Cyrulnik et sa réputation comme caution. Celui-ci est présenté comme plus « spécialiste de la petite enfance » que les enseignant-e-s. La démarche adoptée actuellement mène parents et élèves à une confusion sur le rôle de l'école et sur le métier d'enseignant-e. C'est ce que sous-entend Cyrulnik avec de fausses évidences :

« Certains professeurs en maternelle ont un excellent niveau intellectuel mais n'ont jamais tenu un enfant dans les bras ». Cependant, les classes de maternelles sont le lieu d'une rupture qui peut être à haut risque mais qui est nécessaire : quitter le monde de la maison pour celui du monde extérieur. Ce manque d'ambition dans les objectifs pour les classes maternelles n'est-ce pas de les transformer en « jardins d'enfants » ce qui permettrait d'« accueillir » un plus grand nombre d'élèves ? Toujours dans le cadre de la réduction du nombre de fonctionnaires, préconisée par le gouvernement.

L'annonce a été faite de l'instruction obligatoire à partir de 3 ans et non plus de 6 ans, comme à l'heure actuelle. Cette annonce devrait toucher les 3% d'enfants qui ne sont pas encore scolarisés, soit 20 000 à 30 000 élèves.

L'arrêt de mort des CIO !

Le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » prévoyant la fermeture des CIO est étudié à l'Assemblée Nationale à partir du 12 avril.

L'orientation confiée aux régions, une mesure prise dans la précipitation :

Dans l'article 10 du projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », ce sont les régions et non plus l'Etat qui délivreront « l'information nécessaire sur toutes les voies de formation aux élèves et aux étudiants. Du même coup, l'Etat annonce le transfert le transfert aux régions des personnels des directions régionales de l'Onisep dans un délai de trois mois.

Vers un désengagement de l'Etat dans les services publics, un de plus ?!

Le chiffre du mois : 51

Comme le pourcentage d'enseignant-es qui déconseillent à leur enfant de faire le même métier qu'eux, d'après un récent sondage Ifop pour SOS éducation.

Voilà un chiffre qui mesure le ras-le-bol des enseignant-es vis-à-vis d'un métier de plus en plus malmené.

Ils/elles seraient 54% à avoir déjà déclaré un « burn-out ». Eloquent sondage !

ZONE A
services publics
DEFENDRE
Solidaires